



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Defence Communications Division. (QD)

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III, 8C2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Tactical Air Coordination Suite	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-185751/C	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client 6000412936	Date 2020-10-15
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QD-036-27880	
File No. - N° de dossier 036qd.W8476-185751	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-11-06	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Briere-Provost, Mathieu	Buyer Id - Id de l'acheteur 036qd
Telephone No. - N° de téléphone (891) 790-1635 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification 004 de la demande de propositions vise à :

1. modifier la date d'échéance de la période de soumission;
2. modifier la demande de propositions (DP);
3. répondre aux questions de l'industrie.

1.1 : À la page 1, supprimer entièrement :

**Solicitation Closes - L'invitation prend fin
at - à 02:00 PM
on - le 2020-10-30**

Remplacer par :

**Solicitation Closes - L'invitation prend fin
at - à 02:00 PM
on - le 2020-11-06**

1.2 : Aux pages 25 , 29, 33 et 37, supprimer entièrement :

4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

1.3 : À la page 152, annexe F1 – Plan de démonstration, supprimer le paragraphe 1.2 en entier et le remplacer par :

1.2. Conformément au paragraphe 4.1.1.4 de la RFP, Phase III : Évaluation finale de la soumission, le soumissionnaire doit être prêt à démontrer, dans les vingt (20) jours ouvrables suivant la notification d'une invitation à une démonstration, et à un endroit mutuellement convenu, les exigences du TACS mentionnées dans la matrice de notation de la démonstration de l'annexe F0 – Matrice de conformité et d'évaluation.

1.4 : À la page 104, annexe A1 – Spécifications des performances du système, dans la version française seulement, supprimer l'alinéa 6.8.43 en entier et le remplacer par :

6.8.43. Le TDC2I devrait permettre à l'opérateur de sélectionner et de transférer des zones géographiques, des Overlays et des pistes vers un élément d'affichage géographique basé sur le Web, au moyen du format KML.

2 : Questions de l'industrie et réponses

1	<p>À la lumière de nos recherches sur les spécifications et normes du VMF, il semble que ces documents (MIL-STD-6017, STANAG 5519) sont régis par l'ITAR.</p> <p>Pouvons-nous demander au client dans quel délai il prévoit signer un accord d'assistance technique (AAT) pour pouvoir obtenir et utiliser ces normes dans la mise en œuvre durant l'exécution du projet?</p>	<p>Il est prévu qu'un AAT sera signé dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat, afin de publier les documents contrôlés.</p> <p>Tout délai dépassant 30 jours sera considéré comme échappant au contrôle de l'entrepreneur et entraînera une prolongation équivalente pour la livraison des exigences concernées.</p>
2	<p>Il semble que de nombreuses exigences obligatoires et cotées de l'annexe A1 – Spécifications des performances du système (nous en avons trouvé environ 100) manquent dans le tableau de l'annexe F0 – Matrice de conformité et d'évaluation (2020-09-08), à la fois dans la matrice de conformité aux SPS et la matrice de notation. Par exemple, les exigences cotées 6.7.2.57.3 et 6.7.2.57.4 ne figurent pas dans la matrice de notation du tableau, donc ces exigences cotées ne sont pas associées à une note maximale.</p> <p>Pourriez-vous clarifier ce point?</p>	<p>Voir la modification 003, question 8.</p> <p>Si d'autres exigences cotées figurent dans l'annexe A1, mais pas dans l'annexe F0, veuillez nous en aviser dès que possible.</p>
3	<p>Les termes « annexe » et « appendice » sont-ils interchangeables dans la DP? Comme nous ne pouvons trouver d'appendices (seulement des annexes), nous présumons qu'ils le sont. Pourtant, dans la version anglaise, l'alinéa 1.c) de la section 4.3 Méthode de sélection mentionne que l'appendice H1 est le plan de démonstration, alors que l'annexe H est une liste d'acronymes et de définitions. Où faisons-nous erreur?</p>	<p>Oui, dans cette DP, les termes « annexe » et « appendice » sont synonymes.</p> <p>Concernant la référence à l'appendice H1 dans la partie 4, cela tient à ce que l'identification des annexes a été changée, mais pas mise à jour. Toute référence actuelle à l'appendice H1 – Plan de démonstration devrait plutôt renvoyer à l'annexe F1 – Plan de démonstration.</p>

4	<p>Dans le tableau à l'annexe F0 – Matrice de conformité et d'évaluation\matrice de notation de la démonstration, l'état de préparation à la démonstration (en développement, mis en œuvre, opérationnel) a-t-il une incidence sur la note de la démonstration? Si oui, à quel point?</p>	<p>Oui, l'état de préparation à la démonstration a une incidence directe sur la note reçue pour la démonstration d'une exigence donnée. Si vous ouvrez le menu déroulant de chaque exigence dans la colonne « État de préparation à la démonstration », les notes associées à la démonstration apparaissent.</p> <p>Le barème actuel pour l'état de préparation à la démonstration est le suivant : En développement – 0 point pour la démonstration; Mis en œuvre – 50 % du maximum des points pour la démonstration; Opérationnel – 100 % du maximum des points pour la démonstration.</p>
5	<p>Dans deux sections, il est fait référence à l'appendice H1 – Plan de démonstration. Veuillez confirmer le numéro de l'annexe du plan de démonstration dans la DP. Il semble que ce soit l'annexe F1.</p>	<p>Voir la modification 004, question 3.</p>
6	<p>Il est stipulé dans une clause qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Comme la DP ne fournit aucun article de convention et que la question de savoir si les parties s'entendent pour intégrer une limitation de la responsabilité différente reste sans réponse, serait-il acceptable pour le client de convenir d'une disposition relative à la limitation de la responsabilité? Ou une telle disposition rendrait-elle notre soumission non conforme? Par ailleurs, cette disposition serait-elle acceptable pour les travaux fournis conformément aux conditions générales 2030 (Conditions générales – besoins plus complexes de biens)?</p>	<p>La clause 2035-24 est la clause de responsabilité par défaut et ne sera pas modifiée. La modifier rendrait la soumission non conforme.</p>

7	<p>Veillez confirmer que la numérotation des rubriques est correcte. Nous présumons qu'elle devrait être : « 5. Livraison des logiciels » et non « 2. Livraison des logiciels ».</p>	<p>Correct. La modification aurait dû renvoyer au par. 1 : Livraison des logiciels, et au par. 5 : Livraison des logiciels.</p>
8	<p>Il semble n'y avoir aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités qui s'applique aux contrats subséquents. Nous demandons au Canada de limiter la responsabilité de l'entrepreneur envers le Canada en rendant chaque partie responsable des dommages qu'il cause aux tiers. Par conséquent, nous demandons d'inclure les CCUA N0001C (2008-05-12), Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada, et de plafonner la responsabilité à la valeur du contrat, pour chaque contrat subséquent. La limitation de la responsabilité à la valeur du contrat fournit une protection adéquate au Canada.</p>	<p>Voir la modification 004, question 6.</p>
9	<p>Veillez établir la distinction entre les termes « licence(s) » et « licence incorporée », en précisant le nombre d'utilisateurs individuels requis par licence.</p>	<p>Dans le contexte actuel de la DP pour le TACS,</p> <p>a. le terme « licence » désigne une seule clé opérationnelle par instance indépendante (la clé pourrait être unique à chaque machine dans ce cas-ci);</p> <p>b. le terme « licence incorporée » désigne une seule clé opérationnelle pour toutes les instances indépendantes.</p> <p>Si le fabricant d'équipement d'origine offre la même clé opérationnelle (licence) pour chaque instance indépendante en (a.), alors il n'y a aucune différence entre ces deux termes et la seule différence est le nombre d'instances indépendantes autorisées.</p>

10	<p>Veuillez indiquer où inclure les taux pour les licences annuelles requises pour l'exploitation du système TACS, qui, selon la clause 4003 03 (2008-05-12) Versions de maintenance (incluse dans les deux contrats selon la DP aux pages 25 et 33 sur 169), doivent inclure au moins une version de maintenance durant toute période d'entretien de douze (12) mois.</p>	<p>Le Canada n'exige pas de version de maintenance régulière et annuelle pour le logiciel.</p> <p>Comme mentionné dans le par. 4.1 de l'annexe B, le Canada publiera un formulaire d'autorisation de tâches DND-MDN 626 quand des tâches précises d'entretien seront requises.</p> <p>Le soumissionnaire doit inclure les coûts réguliers de soutien au projet dans le tarif de gestion du programme mensuel à la section 7 de l'annexe D. Toutes les tâches considérées comme dépassant celles mentionnées à la section 5 de l'annexe B seront aussi réalisées au moyen d'un formulaire d'autorisation de tâches DND-MDN 626.</p>
11	<p>Les clauses du contrat subséquent pour l'acquisition et le soutien en service incluent les CCUA 4007, qui stipulent :</p> <p>4007 03 (2008-05-12) Droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux</p> <p>1. Le Canada détient tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dès leur conception. L'entrepreneur ne détient aucun droit de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, sauf tout droit qui peut lui être accordé par écrit par le Canada.</p> <p>4007 01 (2008-05-12) Interprétation</p> <p>3. Si les conditions générales supplémentaires 4001 et 4003 sont également incorporées par renvoi dans le contrat, les dispositions de ces conditions générales supplémentaires concernant les droits de propriété intellectuelle prévaudront dans le contexte de ces conditions générales supplémentaires.</p> <p>Veuillez confirmer que le Canada souhaite détenir les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements</p>	<p>Oui, le Canada souhaite détenir les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux.</p>

	originaux comme il est mentionné ci-dessus, puisque le contrat inclut les CCUA 4004, mais pas 4001.	
12	<p>Les clauses du contrat subséquent pour l'acquisition et le soutien en service incluent les CCUA 4007, qui stipulent :</p> <p>4007 04 (2008-05-12) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base 3. L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada tout renseignement de base aux fins mentionnées ci-dessus, y compris, dans le cas de logiciels, le code source.</p> <p>La licence ne s'applique pas cependant à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat.</p> <p>De plus, dans le cas d'un logiciel en vente libre dans le commerce, l'obligation de l'entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux.</p> <p>Veuillez confirmer que le Canada souhaite en fait obtenir le code source des logiciels qui sont des renseignements de base et qui peuvent être obtenus par l'entrepreneur ou un sous-traitant.</p>	<p>Voir la modification 003, question 12. Le Canada n'exige aucun code source, qu'il fasse partie des renseignements de base ou des renseignements originaux.</p>
13	<p>Dans la demande de renseignements (DR) intitulée « Tactical Air Coordination Suite (W8476-185751/B) », la clarification suivant la DR comprenait l'énoncé suivant :</p> <p>« 4.3. L'implémentation des fonctions liées à Link-16 doit être conforme uniquement à MIL-STD ou STANAG lors de la première livraison de TACS (IOC). Le TACS doit être conforme aux deux normes lors de la livraison finale (FOC). »</p> <p>Cette formulation ne semble pas avoir été incluse dans la DP publiée. Pouvez-vous confirmer que la première livraison (IOC) doit être conforme soit à MIL-STD, soit à STANAG?</p>	<p>Le Canada confirme que la première livraison (IOC) doit être conforme soit à MIL-STD, soit à STANAG.</p>
14	<p>Dans cette section, nous suggérons deux améliorations aux exigences de l'annexe A1 – Spécifications des performances du système (page 42/160) :</p> <p>A. L'Aviation royale canadienne utilise la norme MIL-STD 6016E (similaire à l'édition 7 de STANAG 5516) sur le CP-140 Aurora. Nous suggérons de réviser la prise en charge requise des STANAG en remplaçant la STANAG 5516, édition 8, qui n'a pas été adoptée sur le</p>	<p>Nous sommes d'accord avec l'adoption de la MIL-STD 6016E, mais l'édition requise de la STANAG 5516 (éd. 8) ne change pas. Le Canada aimerait profiter de cette occasion pour rappeler que, comme il est précisé dans l'annexe 1 de la DP, la mise</p>

	<p>plan opérationnel par le Canada ni par les pays partenaires, par la STANAG 5516, édition 7, qui correspondrait mieux à la mise en œuvre opérationnelle actuelle et assurerait une plus grande compatibilité avec les utilisateurs de Link 16.</p> <p>B. La gestion des images aériennes locales (LAPM) et la gestion des images aériennes reconnue (RAPM) exigent la prise en charge de l'IFF mode 5. La norme MIL-STD 6016D ne comprend pas la prise en charge de l'IFF mode 5. Si vous actualisez la prise en charge requise de la MIL-STD 6016 de la révision D à la révision E, elle inclura la prise en charge de l'IFF mode 5 et elle sera aussi plus compatible avec la STANAG 5516, édition 8. Selon le par. (A) ci-dessus, nous suggérons tout de même de remplacer l'édition 8 par l'édition 7.</p>	<p>en œuvre de la MIL-STD 6016 et de la STANAG 5516 doit être rétrocompatible et que, en cas de conflit entre les révisions et/ou les éditions, la révision et/ou l'édition la plus récente s'applique.</p>
15	<p>Telle que rédigée actuellement, la clause du <i>Guide des CCUA</i> 2030 (2008-05-12), à l'article 26 Responsabilité, ne prévoit aucune limite de responsabilité de l'entrepreneur pour l'exécution du contrat, ce qui, à notre avis, ne reflète pas le niveau de risque réduit inhérent au projet, étant donné que le Canada cherche une solution mature et préexistante qui est facilement disponible sur le marché et qui utilise des technologies éprouvées. Par conséquent, le coût de l'assurance assumé par l'entrepreneur pour fournir une protection dans un contexte de responsabilité illimitée modifiera nécessairement le coût total assumé par le Canada pour la solution du TACS.</p> <p>Services publics et Approvisionnement Canada accepterait-il de modifier cette clause pour y introduire le paragraphe suivant ou une formulation similaire qui limite la responsabilité de l'entrepreneur :</p> <p>Limitation de responsabilité</p> <p>Malgré le paragraphe précédent, la responsabilité totale de l'entrepreneur envers le Canada pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution du sous-contrat par l'entrepreneur est limitée au prix cumulatif du contrat, tel qu'augmenté de temps à autre par les autorisations de tâche, que la réclamation soit fondée sur le contrat, un délit ou tout autre motif d'action. Cette limite de la responsabilité de l'entrepreneur ne s'applique pas aux cas suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) toute violation des droits de propriété intellectuelle; 2) tout manquement aux obligations de garantie; 3) toute responsabilité de Thales à l'égard d'un tiers découlant d'un acte ou d'une omission de l'entrepreneur 	<p>Voir la modification 004, question 6.</p>

	<p>durant l'exécution du contrat;</p> <p>4) toute perte causée par la négligence grave ou la malfaisance de l'entrepreneur.</p>	
16	<p>D'après la définition de la preuve de conformité figurant dans la partie 4, section 4.1.1 Évaluation technique, veuillez indiquer quelle preuve de conformité vous vous attendez à recevoir pour l'annexe F0 – Matrice de conformité à l'énoncé des travaux. Par exemple, pour les exigences 4.1.1 Priorité 1 (P1), 5.1 Plan de gestion de projet, 5.2 Réunion d'attribution du contrat, quelle preuve de conformité est acceptable selon le Canada, à part déclarer être conforme et que toutes les exigences P1 seront livrées dans les délais prescrits, ou qu'un plan de gestion de projet sera mis en place et suivi tout au long du contrat, ou qu'une réunion d'attribution du contrat aura lieu 30 jours après l'attribution du contrat?</p>	<p>Voir la modification 003, question 58.</p>
17	<p>L'annexe A1 de la DP (Spécifications des performances du système) comprend plusieurs exigences concernant l'état de préparation technique du TACS, sa future mise en œuvre et sa compatibilité avec les réseaux de surveillance aérienne locale, le système de soutien au commandement de la force terrestre (SSCFT) et le réseau conjoint de liaison de données tactiques (TDL) (désignés ensemble « les réseaux »). De plus, les spécifications des performances du système à la section 7 (Disponibilité de la solution) stipulent que « tous les composants de la solution TACS proposée doivent être éprouvés, intégrés et prêts à atteindre l'état opérationnel avec un effort d'ingénierie ou de développement minimal. » En outre, les spécifications énoncées à l'annexe A0, Énoncé des travaux, ne précisent pas quel logiciel sur mesure l'entrepreneur devrait développer, le cas échéant, aux fins du TACS, conformément aux CCUA 4002 (2010-08-16) Services d'élaboration ou de modification de logiciels.</p> <p>Les exigences des CCUA 4002 forcent les fabricants à divulguer leurs secrets commerciaux, car tout logiciel préexistant faisant partie du logiciel sur mesure doit être livré au Canada, ce qui les oblige à révéler leur savoir-faire spécial en matière de conception et de fabrication.</p> <p>De plus, avec l'application dans cette DP des CCUA 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence et CCUA 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence, il semble que le Canada cherche un produit mature et préexistant qui est facilement disponible sur le marché et qui utilise des technologies éprouvées,</p>	<p>1/2. Les CCUA 4002 seront supprimées de cette DP.</p> <p>3. Le contrat final intégrera les CCUA 4003, 4004 et 4007 pour établir que le Canada détiendra seulement les droits de PI sur les renseignements originaux. Le Canada confirme qu'il ne cherche pas à détenir de droits de PI sur les renseignements de base ni sur l'information du code source.</p>

	<p>essentiellement un produit commercial que le Canada peut acheter et utiliser immédiatement.</p> <p>Cependant, il est difficile de réconcilier dans ce contexte l'application simultanée des CCUA 4002 et 4007 (2010-08-16) Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, et de comprendre ce que le Canada veut posséder en matière de renseignements de base. Étant donné les exigences, nous ne voyons pas clairement comment les dispositions des CCUA 4002 en général, et celles sur les logiciels sur mesure en particulier, interagissent en ce qui concerne les logiciels qui existent déjà à la date de clôture des soumissions. Après analyse des exigences, si la solution de TACS proposée implique seulement l'augmentation du logiciel préexistant, nous ne voyons pas comment cela serait concerné par l'application de logiciels sur mesure dans les CCUA 4002.</p> <p>Voici les questions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Comme le Canada cherche une solution éprouvée, quel logiciel sur mesure est requis par le Canada, le cas échéant, aux fins du TACS, dans le cadre des CCUA 4002? 2. Si aucun logiciel sur mesure n'est requis dans cette DP, le Canada accepterait-il de modifier la DP pour supprimer l'application des CCUA 4002? 3. Étant donné l'application des CCUA 4003, qu'est-ce que le Canada veut posséder en matière de renseignements de base conformément aux CCUA 4007? 	
18	<p>L'annexe B 4.2 stipule que l'entrepreneur doit fournir des mises à niveau des logiciels quand il est mandaté au moyen d'un formulaire d'autorisation de tâches DND-MDN 626. L'annexe D – Base de paiement permet seulement d'inscrire un taux horaire. Il est prévu que les mises à niveau des logiciels comprendront des coûts salariaux et non salariaux. Comment l'entrepreneur inclura-t-il les coûts non salariaux dans l'annexe D – Base de paiement, qui permet seulement d'inscrire des taux horaires et le prix des nouvelles licences? Nous recommandons de permettre à l'entrepreneur d'indiquer une majoration à appliquer sur les coûts non salariaux.</p>	<p>Les autorisations de tâches par le formulaire DND-MDN 626 offrent au Canada le mécanisme requis pour se procurer des services ayant des coûts salariaux et non salariaux. Même si le formulaire DND-MDN 626 peut inclure à la fois des taux de main-d'œuvre contractuelle et une majoration raisonnable sur les coûts non salariaux, seuls les taux de main-d'œuvre seront évalués dans le cadre de cet approvisionnement.</p> <p>La majoration sur le matériel</p>

		et les services raisonnables de main-d'œuvre en sous-traitance ne doivent pas dépasser 15 %.
19	Les tests décrits à l'annexe A1, paragraphe 6.7.1.33, pour la corrélation de piste s'appliquent normalement aux corrélations de locales à distantes. Cette exigence s'applique-t-elle à la corrélation entre les pistes LAP et RAP ou entre les pistes LAP de différents radars?	À moins d'indication contraire, les exigences pour les corrélations de piste à la section 6.7.1 (LAPM) s'appliquent aux pistes LAP de différents radars.
20	Le Canada peut-il indiquer la valeur en points attribuée aux exigences 6.8.6, 6.8.6.1, 6.8.6.2 et 6.8.16 dans la matrice d'évaluation?	Voir la modification 003, question 37.
21	(L'entreprise) demande au Canada de reporter la date de clôture des soumissions au 4 décembre 2020. Les difficultés associées aux communications avec les personnes et les partenaires clés pendant cette pandémie de COVID-19, le temps requis pour bien analyser la récente modification et le volume de documentation à préparer pour donner une réponse de qualité et pleinement conforme sont les raisons principales de cette demande, en plus du fait que d'autres demandes de clarification sont probablement à venir. Par conséquent, nous demandons au Canada d'accorder cette prolongation.	Le Canada reporte la date de clôture de la DP au 6 novembre 2020.
22	Si un soumissionnaire rejette ou modifie n'importe quel article des CCUA 4007, son offre sera-t-elle jugée non conforme, et ainsi non recevable, et donc écartée de l'évaluation par le Canada?	La modification ou le rejet de tout article des CCUA incluses dans la DP rendra une offre non conforme. La période de la DP est le bon moment pour exprimer toute préoccupation au sujet des exigences.
23	Habituellement, une DP contient une liste des données contractuelles (CDRL) et des descriptions de produits livrables (DID) pour les plans de gestion, les documents de génie, les manuels de fonctionnement et d'entretien et les documents de formation. Les CDRL et les DID précisent les produits livrables et garantissent que la solution technique fournie est documentée pour remplir les exigences en documentation du MDN et des utilisateurs finaux. Nous demandons au Canada d'envisager d'ajouter des CDRL et des DID à la DP pour l'ASCCM aux fins de la documentation requise à l'annexe A0 (Énoncé des travaux).	Le Canada n'ajoutera pas d'exigences pour les CDRL et les DID dans ce contrat. Si des précisions supplémentaires sur tout aspect de cette exigence sont requises, veuillez envoyer des questions durant la période de la DP.

24	De l'équipement sera-t-il fourni par le gouvernement à l'entrepreneur durant l'exécution du contrat pour l'ASCCM? Si c'est le cas, veuillez fournir une liste de cet équipement dans la DP pour l'ASCCM.	Avec les ATT et les mesures de sécurité appropriés en place, l'équipement requis peut être fourni par le gouvernement aux fins des tests durant l'exécution du contrat pour l'ASCCM. Cette question sera abordée à la réunion de lancement du projet.
25	D'après les exigences énoncées dans les SPS, nous comprenons que le TACS aura des rôles opérationnels différents et simultanés, comme les opérations de gestion des images aériennes locales (LAPM), de gestion des images aériennes reconnues (RAPM) et celles de l'ASCC. Combien de sièges opérationnels pour l'ASCCM sont requis par licence? Si la réponse est un siège par licence, combien d'instances du TACS seront situées dans le même abri, véhicule ou poste de commandement du ASSCM?	Une licence par installation opérationnelle (plateforme). Selon les exigences, les sous-composants ou modules du TACS peuvent être installés sur les mêmes machines ou des machines différentes pour fournir la capacité attendue. Ces sous-composants ou modules sont exploités avec la même licence.
26	Quel est le nombre maximal et le type d'interfaces qu'un TACS doit prendre en charge en même temps?	Cela dépend des scénarios d'utilisation (cas d'utilisation), mais le TACS doit pouvoir prendre en charge l'interface de communication simultanée, comme précisé à l'annexe A1.
27	Sous la rubrique intitulée « Matrice de notation de la démonstration », l'instruction b. stipule ceci : « Les exigences obligatoires sont considérées par défaut comme en développement, ce qui est le niveau minimal de conformité. » Si, durant la démonstration, un soumissionnaire obtient la mention « en développement » pour une exigence obligatoire de la démonstration et ne démontre aucune fonctionnalité liée à cette exigence obligatoire, la proposition du soumissionnaire sera-t-elle jugée non conforme et rejetée par le Canada?	Un soumissionnaire peut obtenir la mention « en développement » pour une exigence obligatoire au moment de la démonstration, mais être quand même conforme. Qu'une exigence particulière soit en développement à la démonstration signifie simplement que le soumissionnaire ne recevra pas de points techniques pour cette exigence à la démonstration.

28	<p>Le paragraphe 1.2 stipule ceci : « Conformément au paragraphe 4.1.1.4 de la RFP, Phase III : Évaluation finale de la soumission, le soumissionnaire doit être prêt à démontrer, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la notification d'une invitation à une démonstration, et à un endroit mutuellement convenu, les exigences du TACS mentionnées dans la matrice de notation de la démonstration de l'annexe F0 – Matrice de conformité et d'évaluation. » La préparation d'une démonstration exige des ressources en génie, de l'équipement, une installation de laboratoire, voire du soutien de ressources venant d'autres provinces ou pays. Un préavis d'une semaine signifie que des ressources précises doivent rester disponibles et que de l'équipement doit être réservé pour une période indéterminée entre la soumission d'une proposition et la date de la démonstration. Étant donné les difficultés des voyages en raison de la pandémie de COVID-19 et les restrictions imposées par les entreprises à l'accès à leurs installations par les employés, nous demandons au Canada d'envisager d'augmenter le délai entre l'avis d'invitation à une démonstration et la démonstration à trois (3) mois pour que le soumissionnaire ait le temps de planifier et préparer sa démonstration, y compris le temps suffisant pour trouver un hébergement pour les ressources venant d'autres provinces ou pays. Le Canada acquiesce-t-il à cette demande?</p>	<p>Étant donné le contexte actuel, le Canada donnera un préavis de 20 jours ouvrables pour la démonstration.</p>
29	<p>La multiplication rapide et récente des cas d'infection à la COVID-19 au Canada et dans le monde force les gouvernements à imposer des restrictions plus sévères sur les voyages interprovinciaux et internationaux (comme une quarantaine de 14 jours). À cause de ces restrictions de voyage, il se pourrait que la dernière démonstration de soumissionnaire ait lieu plusieurs mois après la première. Cela créerait une situation injuste où les derniers soumissionnaires à présenter leur démonstration auraient un avantage important sur les premiers, car ils auraient plus de temps pour préparer leur démonstration, notamment plus de temps pour mettre en œuvre et intégrer les exigences de la démonstration dans un logiciel opérationnel qui reçoit le maximum de points durant la démonstration. Comme la logistique des démonstrations donne un avantage injuste aux soumissionnaires visités en dernier, et comme le bureau de projet de l'ASCCM a déjà assisté à des démonstrations informelles de produits de la plupart des soumissionnaires sinon tous, nous demandons que le plan de démonstration et l'évaluation à la phase III soient supprimés de la DP pour l'ASCCM et que l'évaluation des propositions soit basée seulement sur la</p>	<p>L'annulation de l'exigence d'une démonstration représenterait un risque énorme pour le Canada et le projet du ASCCM, et cela n'est pas envisagé actuellement.</p> <p>La séquence des démonstrations sera planifiée de façon à limiter l'incidence sur le bureau de projet des restrictions de voyage et des quarantaines dues à la pandémie actuelle, afin de terminer les démonstrations aussi vite que possible.</p> <p>Aucun préavis de la date de démonstration d'un soumissionnaire ne sera donné avant la clôture de la</p>

	<p>phase I (Soumission financière) et la phase II (Soumission technique). Le Canada acquiesce-t-il à cette demande?</p>	<p>DP. Par conséquent, tous les soumissionnaires doivent être prêts à faire leur démonstration aussi tôt que 20 jours ouvrables après la clotûre de la DP, ce qui limite l'avantage injuste supposé des soumissionnaires qui arriveront plus tard dans la séquence et qui pourraient en profiter pour développer davantage leur solution avant la démonstration.</p> <p>De plus, tous les soumissionnaires recevront le même préavis de 20 jours ouvrables les informant de l'obligation de faire leur démonstration, ce qui signifie que, même avec l'écoulement de la période des démonstrations, les soumissionnaires ne pourront pas compter sur du temps additionnel par rapport à leurs concurrents pour développer davantage leur produit.</p>
--	---	---

30	<p>À cause des difficultés logistiques et des possibles problèmes d'injustice découlant de l'évaluation (démonstration) pour l'ASCCM à la phase III, le Canada pourrait prendre de nombreux mois pour terminer cette évaluation. Cela pourrait retarder beaucoup la date prévue d'attribution du contrat pour l'ASCCM par le Canada. Nous recommandons de supprimer l'évaluation à la phase III de la DP pour l'ASCCM. Étant donné que l'annexe A (Énoncé des travaux) inclut un examen préliminaire et un examen critique de la conception, nous recommandons que chacune de ces activités soit modifiée pour y inclure une démonstration du logiciel TACS et la formulation de commentaires sur l'interface utilisateur graphique (GUI).</p> <p>Selon notre expérience, si des membres de la communauté d'utilisateurs de la défense aérienne sont inclus dans l'examen de la GUI, la communauté d'utilisateurs accepte mieux le produit final livré. À notre avis, supprimer la phase III de la DP pour l'ASCCM et améliorer plutôt l'examen préliminaire et l'examen critique de la conception, comme nous le recommandons, posera moins de risques au calendrier global du programme pour l'ASCCM. Nous demandons que le Canada applique ces recommandations à la DP pour l'ASCCM. Le Canada acquiesce-t-il à cette demande?</p>	<p>Comme le Canada n'annulera pas l'exigence de démonstration, les exigences actuelles d'examen préliminaire et d'examen critique de la conception ne changent pas.</p>
31	<p>La configuration suggérée de la démonstration à la figure 3 indique un récepteur ADS-B et un serveur sériel encapsulé en IP. Nous comprenons que ce matériel n'est pas un produit livrable avec le TACS. Donc, nous supposons que ce matériel n'est pas requis pour la démonstration. Cette supposition est-elle correcte?</p>	<p>L'appareil ADS-B à la figure 3 ne sert qu'à des fins d'illustration. Comme il est précisé dans le plan de démonstration, un outil de simulation de votre choix qui peut générer un message ADS-B typique peut être utilisé à la place.</p>
32	<p>Selon notre compréhension, la démonstration n'exige pas l'intégration de l'équipement fourni par le gouvernement (EFG). Cependant, les exigences de la démonstration font référence aux exigences des SPS qui incluent des interfaces avec l'EFG. Par exemple, l'exigence de démonstration 7 renvoie aux exigences des SPS 6.5.1 et 6.4.4.1. Veuillez confirmer que l'EFG n'est pas requis pour la démonstration.</p>	<p>Aucun équipement ne sera fourni par le gouvernement à la démonstration. Cependant, le soumissionnaire doit démontrer les fonctionnalités requises en utilisant un simulateur ou un émulateur bien connu de son choix, comme il est mentionné dans le plan de démonstration.</p>
33	<p>La version anglaise du paragraphe 6.4.43 des SPS diffère de sa version française, comme indiqué ci-dessous. Quelle version devons-nous considérer comme correcte? :</p> <p>Version anglaise :</p>	<p>La version anglaise est correcte. La version française corrigée se lit comme suit :</p> <p>6.8.43. Le TDC2I devrait</p>

<p>6.8.43. The TDC2I should allow the operator to select and forward tracks, geographic areas and overlays to a Web map based viewer, in KML format.</p> <p>Version française :</p> <p>6.8.43. Le TDC2I devrait permettre à l'opérateur de sélectionner et de transférer des zones géographiques, des Overlays et des pistes qui rencontrent les conditions de filtrage basant sur les mesures de contrôle, l'identité, la classification, catégorie environnementale, etc., vers un élément d'affichage géographique basé sur le Web, au moyen du format KML.</p>	<p>permettre à l'opérateur de sélectionner et de transférer des zones géographiques, des Overlays et des pistes vers un élément d'affichage géographique basé sur le Web, au moyen du format KML.</p>
--	---

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.